

Séance du 23 mars 2021

DELIBERATION
N° CFVU-2021-03-PMD-63

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 33
Voix favorables : 33
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances du



Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Droit Social
Parcours Droit du Travail Emploi et Protection Sociale

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 février 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit Social parcours Droit du travail, Emploi et Protection Sociale**.

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social parcours Droit du Travail, Emploi et de la Protection Sociale est une formation universitaire qui permet aux étudiants d'acquérir des connaissances et compétences solides en droit du travail, de l'emploi et de la protection sociale permettant d'en maîtriser l'application pratique et d'en développer une analyse critique et prospective adaptée aux besoins des personnes et des entreprises.

Informations complémentaires sur la formation

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

Droit à poursuite d'études : étudiant ayant été sélectionné à l'Université Toulouse Capitole en 1^{ère} année de master Mention Social parcours type Droit du travail et de l'emploi et protection sociale.

L'accès en deuxième année d'une formation du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master est de droit pour les étudiants qui ont validé la 1^{ère} année du Master Mention Social parcours type Droit du travail et de l'emploi et protection sociale à l'Université Toulouse Capitole.

Pour tous les autres cas : l'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission.

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par Le Président sur avis du jury d'examen.

ARTICLE 4 Mobilité Internationale - Césure

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrits dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un.e étudiant.e, inscrit.e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixés par Le Président de l'établissement.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) correspondant à des blocs de compétences, donnant droit à des crédits (ECTS).

Le contenu des U. E. et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

Les compétences associées à chaque bloc de compétences sont décrites en annexe.

L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant.

ARTICLE 6 Voie professionnelle et voie recherche

L'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de trois mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage. Dans ce cas-là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage sont les suivantes :

- CDD/CDI,
- Service civique,
- VIE (Volontariat International en Entreprise)
- VIA (Volontariat International en Administration)
- VTE (Volontariat territorial en Entreprise),
- Projet de création d'entreprise.

Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité. Il réalise également un stage pratique d'une durée minimale d'un mois. Le mémoire est soutenu devant un jury et la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 7 Modalités d'évaluation

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par contrôle continu tout au long de l'année. Les modalités de chaque évaluation (épreuves écrites, orales, notation d'exposés, participation...) sont précisées par chaque enseignant-e.

Toute absence injustifiée à une épreuve de contrôle continu est sanctionnée par la note 0.

L'étudiant-e qui, du fait d'un motif impérieux et légitime, dûment justifié, n'a pu se présenter à une épreuve de contrôle continu, pourra, après avis de la directrice de formation, être autorisé-e à composer à une épreuve de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande auprès de l'enseignant-e concerné-e au plus tard 5 jours après l'épreuve manquée.

ARTICLE 8 Prévention du plagiat / Charte des examens

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 9 Bonifications

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 10 Condition de validation des unités et des semestres

Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

- Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

- Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation.

- Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la note moyenne (10/20).

- Par compensation :

Les semestres sont validés sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui composent l'année plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit au total 600/1200 points ; dans ce cas, le semestre où le candidat n'a pas obtenu la moyenne est validé par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

ARTICLE 11 Conditions d'obtention d'une mention

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

ARTICLE 12 **Délivrance du diplôme de master**

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'HK', written over a red circular official stamp. The stamp contains the text 'UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE' around the perimeter and a central emblem featuring a seated figure.

Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Compétences associées

Annexe 3 : Liste des bonifications proposées par la composante dans le cadre de la formation

Annexe 1 : Master 2 Droit Social parcours Droit du Travail, Emploi et Protection Sociale - année 2021-2022- SEMESTRE 3

UE	BLOC DE COMPETENCES	Enseignement	ECTS	HEURES	Nature épreuve	Total Points	Porteur/ Porté	Mutualisé avec
COMPETENCES TRANSVERSALES								
UE 1	COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	ANGLAIS DE SPECIALITE DROIT SOCIAL	2	12	Contrôle continu	40		
UE2	USAGE DES OUTILS NUMERIQUES EN DROIT SOCIAL	Outils numériques avancés (ex : code du travail numérique, logiciels justice prédictive...)		5				
COMPETENCES DISCIPLINAIRES								
UE3	MAITRISER LE DROIT DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	Contrat de travail et emploi	4	20	Contrôle continu	80		
UE4	MAITRISER LE DROIT DES RELATIONS SOCIALES DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	Dialogue social et représentation du personnel	4	20	Contrôle continu	80		
UE5	MAITRISER LES FONDAMENTAUX DE LA PROTECTION SOCIALE ET LA GESTION DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE.	Protection sociale et prévoyance	4	18	Contrôle continu	80		
COMPETENCES DE SPECIALITE								
UE6	ENTREPRISE ET RELATIONS DE TRAVAIL	Droits fondamentaux du travail	4	20	Contrôle continu	80		
		Mobilité internationale du salarié	2,5	15	Contrôle continu	50	Porteur	M2 Franco hellénique
		Droit des sociétés et droit du travail	2,5	15	Contrôle continu	50		
		Santé au travail, rémunération et conditions de travail	4	18	Contrôle continu	80		
UE7	EMPLOI ET MARCHÉ DU TRAVAIL :	Marché du travail et politiques de l'emploi	4	20	Contrôle continu	80		
		Droit de la formation professionnelle	2,5	12	Contrôle continu	50		
		Droit de l'emploi public	2,5	15	Contrôle continu	50		
UE8	PREVENTION ET REGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL	Règlement contentieux et amiable des conflits du travail	2	20	Contrôle continu	40		
		Droit pénal du travail	2	15	Contrôle continu	40		
BONIFICATIONS						2 x 2 %		
TOTAL SEMESTRE 3			40	265		1200		

Annexe 1 : Master 2 Droit Social parcours Droit du Travail, Emploi et Protection Sociale - année 2021-2022- SEMESTRE 4

UE	LIBELLE BLOC DE COMPETENCES	Enseignement	ECTS	HEURES	Nature épreuve	Total Points	
COMPETENCES TRANSVERSALES							
VOIE RECHERCHE (à choix)							
UE9	APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Conférences obligatoires		20,00		400	
		Conférences bonus (non rémunérées)		50,00			
		Actualisation et veille juridique		18,00			
		Stage (minimum1 mois)					
UE10	DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Méthodologie mémoire de recherche /rapport de stage	20	5,00	Mémoire		
		Mémoire de recherche + soutenance			Soutenance		
VOIE PROFESSIONNELLE (à choix)							
UE9	APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Conférences obligatoires		20,00			400
		Conférences bonus (non rémunérées)		50,00			
		Actualisation et veille juridique		18,00			
		Stage (minimum 3 mois)					
UE10	DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Méthodologie mémoire de recherche /rapport de stage	20	5,00	Rapport de stage		
		Rapport de stage					
BONIFICATIONS						2 x 2 %	
TOTAL SEMESTRE 4			20	93		400	
TOTAL ANNEE			60	358		1200	

Annexe 2 Compétences associées - Master 2 Droit Social parcours Droit du Travail, Emploi et Protection Sociale- année 2021-2022

BLOC DE COMPETENCES	Compétences
COMPETENCES TRANSVERSALES	
COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère
USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Se servir de manière autonome des outils numériques
APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Suivre l'actualité sociale en lien avec les milieux professionnels Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux Disposer d'une compréhension, d'un recul et d'un regard critique sur l'ensemble des informations de pointe disponibles Acquérir, synthétiser et analyser les données et d'informations scientifiques et technologiques d'avant-garde à l'échelle internationale Disposer d'une expertise scientifique tant générale que spécifique d'un domaine de recherche et de travail déterminé Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques Conduire une analyse réflexive Développer une conscience critique

COMPETENCES DISCIPLINAIRES	
MAITRISER LE DROIT DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	Analyser et appliquer les règles gouvernant le contrat de travail dans toutes leurs dimensions (nationale, européenne et internationale) Traiter une problématique salariale dans une vision d'ensemble disciplinaire et pluridisciplinaire Identifier, gérer et prévenir les risques juridiques en matière de relations individuelle de travail

	<p>Concevoir, sécuriser et auditer les actes juridiques en matière de gestion de la relation d'emploi</p> <p>Assurer la veille juridique</p>
MAITRISER LE DROIT DES RELATIONS SOCIALES DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	<p>Apporter une expertise dans la conduite des relations sociales au plan interne, européen/international</p> <p>Auditer, négocier et mettre en œuvre les accords collectifs</p> <p>Optimiser le dialogue social en lien avec les orientations stratégiques de l'entreprise et les contraintes de son environnement</p> <p>Mettre en place des instances de représentation du personnel et assurer leur fonctionnement.</p> <p>Prévenir et gérer les conflits collectifs du travail</p> <p>Gérer les carrières et le statut protecteur des représentants du personnel.</p>
MAITRISER LES FONDAMENTAUX DE LA PROTECTION SOCIALE ET LA GESTION DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE.	<p>Analyser les évolutions des régimes obligatoires de protection sociale et identifier les impacts sur les régimes complémentaires et les offres de protection sociale supplémentaire au sein de l'organisme employeur</p> <p>Comprendre l'environnement institutionnel de la protection sociale</p> <p>Analyser et mettre en œuvre les règles relatives au droit à prestations et au financement</p> <p>Piloter de la Protection Sociale complémentaire d'entreprise</p> <p>Gérer le contentieux de la Protection sociale</p> <p>Assurer la veille juridique</p>
COMPETENCES DE SPECIALITE	
ENTREPRISE ET RELATIONS DE TRAVAIL	<p>Développer une démarche interdisciplinaire pour identifier les intérêts de l'entreprise relatif au droit social en fonction de son environnement juridique</p> <p>Définir les équilibres juridiques en matière sociale entre les intérêts de l'entreprise et la protection des salariés.</p> <p>Déployer une analyse pluridisciplinaire pour sécuriser et auditer la relation de travail dans l'entreprise</p>
EMPLOI ET MARCHE DU TRAVAIL :	<p>Acquérir une vision globale du droit du travail en lien avec les transformations du marché de l'emploi</p> <p>Mettre en place un plan de développement des compétences dans l'entreprise</p> <p>Accompagner des actifs (salariés, demandeurs d'emploi) dans la mise en œuvre de leur projet professionnel</p>
PREVENTION ET REGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL	<p>Construire des modèles de prévention/résolution des litiges intégrant les différentes parties.</p> <p>Instruire les dossiers de contentieux prud'homaux</p> <p>Définir une stratégie de négociation/contentieuse</p> <p>Utiliser les méthodes de négociation et les modes de gestion des conflits de travail</p> <p>Intégrer la dimension du contrôle administratif et judiciaire dans le traitement d'une problématique de droit social</p>



ANNEXE 3 – BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés,
sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.
Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.
La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours
Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques
Liste des enseignements donnant droit à bonification

Valorisation semestre 1 et ou 2

Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation au chœur des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels /

Ouverture des bonifications pour :

- lecture à haute voix
- chorale
- photographie argentique
- photographie numérique et nouvelles technologies
- musique assistée par ordinateur
- critique cinéma

Objectifs communs :

Développer une culture générale et artistique

Stimuler la créativité

Travailler l'oralité

Travailler son rapport à l'autre dans un groupe intergénérationnel et éclectique

Confronter son travail à un public.

Acquérir des qualités transférables dans la vie professionnelle et personnelle

Barèmes de notation : présentiel, implication, restitution.

En réflexion pour une bonification : l'atelier vidéo, arts plastique, écriture etc...

Inscription par formulaire auprès de l'Espace Culturel, gratuit pour les étudiants qui profitent des bonifications.

Engagement citoyen : Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).

.Concours d'éloquence ouvrant Droit à bonification : (Droit) Valorisation Semestre 2

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 9) Concours Claude Lombois droit international
- 10) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 11) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 12) European Human Rights Moot Court Competition
- 13) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 14) Concours Lysias
- 15) Concours national d'éloquence
- 16) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 17) Digital Law Moot Court Competition
- 18) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 19) Prix juridique Internet et media
- 20) Le marathon du droit
- 21) La Simulation de l'Organisation de l'aviation civile internationale
- 22) Les joutes de la Tesla